

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ETABLISSEMENT FRANCE ALU COLOR à MARCILLOLES**

Références : 2023-Is049T2

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 mars 2023 dans l'établissement FRANCE ALU COLOR à MARCILLOLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT : FRANCE ALU COLOR
- Adresse : 103 chemin des Mûriers - 38260 MARCILLOLES
- Code AIOT dans GUN : 61-3001
- Régime : E
- Statut Seveso : non concerné

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

- Les travaux de défense incendie réalisés répondent aux exigences réglementaires applicables. La date de mise en service prévisionnelle fixée à fin juillet 2023 est acceptable.
- La mise en conformité des rétentions de produits incompatibles (acide/base) suite à l'inspection de mars 2023 a été partiellement réalisée, elle sera achevée d'ici la fin de l'année.

## 2-3) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle n°1

<b>Référence réglementaire :</b> Article 1 <sup>er</sup> APC du 21 juillet 2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La défense extérieure contre l'incendie doit permettre de fournir un débit horaire minimal de 360 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Ce débit sera disponible, sans interruption pendant au moins 2 heures en fonctionnement simultané des poteaux incendie nécessaires et hors des besoins propres à l'établissement (process, robinets d'incendie armés, extinction automatique...) avec un minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par prise d'eau. La pression statique ne devra pas être supérieure à 8 bars.</p> <p>Ces points d'eau incendie privés sont équipés de demi-raccords de DN 100 ou DN 150 et ils seront judicieusement repartis, dont un implanté à 100 mètres au plus du risque. Ils seront éloignés de 150 mètres entre eux au maximum, les distances étant mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'insuffisance du réseau public ou privé, l'utilisation complémentaire de points d'eau naturels ou artificiels pourra être admise, sous réserve de leur pérennité et d'aménager les accès et dispositifs d'aspiration conformément aux règles de l'art. Ces réserves permettent de fournir un débit minimum de 60 m<sup>3</sup>/h par prise d'eau.</p> <p>Quelle que soit la configuration du dispositif hydraulique choisi, le tiers au moins des besoins en eau d'incendie devra être délivré par un réseau sous pression de façon à être immédiatement utilisable.</p>
<p><b>Constats</b></p> <p>Suite à la modification des débits nécessaire à la défense incendie du site (actée par l'APC du 21 juillet 2022), l'exploitant a entamé les travaux de mise en conformité attendus :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1- acquisition du terrain adjacent au site,</li><li>2- implantation de bâches à eau opérationnelles (remplies et équipées),</li><li>3- création des canalisations formant le réseau sous pression et des poteaux incendies,</li><li>4- création des aires spécifiques pour les engins pompiers.</li></ol> <p>Il ne reste qu'à réceptionner et installer les pompes pour réaliser le réseau sous pression. Durant l'inspection, l'exploitant a fait part de difficultés d'acquisition/acheminement des pompes, il a également présenté un message électronique du 28 juin 2023 du fournisseur UXELLO. La date prévisionnelle de fin de travaux n'excédera pas fin juillet.</p>
<p><b>Avis de l'inspection :</b> Les travaux réalisés répondent aux exigences réglementaires applicables. La date de mise en service prévisionnelle est acceptable.</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> aucune à ce stade</p>

## Nom du point de contrôle n°2

**Référence réglementaire :** suite de l'inspection de mars 2023

**Prescription contrôlée :**

Il avait été demandé à l'exploitant d'aménager l'entreposage des containers de 1000 litres contenant des produits incompatibles (acide et base) de façon à ce que ces substances ne puissent pas entrer en contact. Cette exigence est applicable pour les 2 chaînes de traitement (verticale et horizontale).

**Constats**

Sur la chaîne verticale, les travaux nécessaires ont été réalisés. Concernant la chaîne horizontale, du fait du manque de place, l'exploitant a opté pour un changement de volume de conditionnement (passage en fûts de 200 l). Ce remplacement est prévu après épuisement des stocks actuels de produits concernés (fin d'année). Il a été constaté que les futures rétentions nécessaires à l'aménagement attendu ont été réceptionnées.

**Avis de l'inspection :** le délai de mise en conformité sollicité par l'exploitant est acceptable.

**Proposition de suites :** aucune à ce stade